

POPULISME : SOLDER L'HÉRITAGE DU MOT-ÉCRAN

Renaud Large

14/01/2026

Le populisme fonctionne-t-il moins comme un concept analytique que comme un outil de disqualification politique ? C'est ce que démontre l'ouvrage *Populisme. Le mal nommé* d'Arthur Borriello, dont Renaud Large, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, prolonge la réflexion dans cette recension. Il souligne l'impasse stratégique d'un populisme de gauche désormais capturé symboliquement par l'extrême droite, et appelle à une refondation de la démocratie sociale fondée sur le réencastrement de l'économie dans le politique.

Il est des concepts qui, à force d'être mobilisés, cessent de permettre de penser le réel et s'y substituent. Le « populisme » est aujourd'hui de ceux-là. Mot-valise du débat public, il sert à désigner indistinctement des acteurs, des styles, des colères, des menaces – bref, tout ce qui déborde des formes instituées de la démocratie représentative. Le livre d'Arthur Borriello part de ce constat simple mais décisif : si le populisme est partout, c'est sans doute qu'il ne désigne plus rien de précis. Et s'il ne désigne plus rien, c'est qu'il fonctionne avant tout comme un outil de disqualification politique.

Populisme. Le mal nommé (Éditions de l'Université de Bruxelles, 2025) ne propose ni une défense naïve du populisme ni sa condamnation morale. Il engage une entreprise plus exigeante : déconstruire les usages du concept pour en restaurer la portée analytique et, ce faisant, éclairer la crise démocratique contemporaine sous un angle moins confortable. Comme le souligne Arthur Borriello, le terme « renseigne souvent moins sur les phénomènes qu'il est censé désigner que sur les acteurs qui l'emploient ». Le populisme devient ainsi un révélateur des angoisses, des impensés et des stratégies d'évitement qui traversent les démocraties contemporaines.

Le populisme comme symptôme d'une démocratie empêchée

L'un des apports centraux du livre est de refuser la lecture pathologique du populisme. Dans le discours dominant, celui-ci est présenté comme une anomalie, un excès émotionnel qui met en péril l'équilibre démocratique. Arthur Borriello renverse cette perspective : le populisme n'est pas un corps étranger à la démocratie, mais un symptôme interne de son inachèvement ou de son érosion.

Cette thèse s'appuie sur une analyse minutieuse des usages politiques et médiatiques du terme. Le populisme apparaît comme une étiquette infamante, appliquée « à tort et à travers à un ensemble d'acteurs que tout oppose hormis leur position dans la compétition politique ». En amalgamant sous un même vocable l'extrême droite, la gauche radicale et toute contestation trop frontale, le discours antipopuliste transforme un conflit politique en problème moral. Le désaccord devient déviance ; la critique sociale, irresponsabilité.

Cette opération est loin d'être neutre. Elle repose sur une conception étroite de la démocratie, réduite à ses procédures et à sa stabilité, où la conflictualité sociale est tolérée tant qu'elle reste modérée, compatible avec les contraintes économiques existantes. Lorsqu'elle s'exprime plus radicalement, elle est disqualifiée comme irrationnelle. Borriello montre ainsi comment le discours antipopuliste charrie une méfiance structurelle à l'égard du peuple, présenté comme passif, manipulable ou enclin aux « passions tristes ».

Les impensés normatifs du minimalisme académique

Cette critique s'étend au champ académique. Arthur Borriello démonte avec rigueur le « minimalisme définitionnel » dominant en science politique, qui réduit le populisme à une idéologie « mince », à un style discursif ou à une simple opposition entre « le peuple » et « les élites ». Si ces approches facilitent la comparaison internationale, elles ont un coût théorique élevé : elles déshistoricisent le populisme et l'arrachent à ses conditions sociales d'émergence.

Surtout, ce minimalisme est loin d'être axiologiquement neutre. En traitant le populisme comme une déviation procédurale – trop de peuple, trop de conflictualité –, il tend à naturaliser l'ordre existant. Arthur Borriello note que ces approches placent souvent les chercheurs « dans une posture thérapeutique », cherchant à soigner la démocratie de ses excès plutôt qu'à interroger les causes structurelles de son affaiblissement.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Le détour par l'histoire : une tradition démocratique oubliée

Contre ces lectures présentistes, Arthur Borriello opère un détour décisif par l'histoire. En revenant aux expériences fondatrices – le People's Party américain, les Narodniki russes, le péronisme –, il rappelle que le populisme désignait originellement des mouvements de démocratisation, portés par des coalitions populaires et interclassistes, visant explicitement la réforme des institutions et du mode de production.

Ces expériences permettent de rompre avec l'assimilation automatique entre populisme et réaction. Le populisme historique procède d'un « élan égalitaire », souvent mobilisé lorsque les canaux classiques de la représentation sont bloqués. Ses ambiguïtés ne le disqualifient pas : elles rappellent que la démocratie réelle est toujours conflictuelle, instable, traversée de tensions.

Le populisme comme substitut fonctionnel d'une gauche empêchée

L'ouvrage rencontre directement les débats stratégiques de la gauche contemporaine. Arthur Borriello avance une thèse décisive : le populisme peut fonctionner comme un « équivalent fonctionnel de la social-démocratie lorsque celle-ci se trouve empêchée ». Il surgit là où la gauche réformatrice n'est plus en mesure d'assurer sa fonction historique de médiation entre le social et le politique.

Cette lecture éclaire le « moment populiste » européen des années 2010. Syriza, Podemos ou La France insoumise apparaissent moins comme des anomalies idéologiques que comme des tentatives de repolitisation dans un contexte de « dé-démocratisation » marqué par l'effondrement des partis de masse, des syndicats et des corps intermédiaires. Leur limite n'est pas d'avoir trop politisé, mais de l'avoir fait sans bases institutionnelles suffisamment solides pour durer.

La clôture du moment populiste de gauche

Mais c'est précisément ici que l'analyse appelle un prolongement critique. Car si le populisme a pu constituer, à un moment donné, une ressource stratégique pour des forces de gauche en quête de repolitisation, cette séquence semble aujourd'hui largement refermée. Borriello rappelle que le populisme n'est intelligible qu'en situation de crise démocratique aiguë, lorsque l'écart entre les promesses égalitaires et leur réalisation devient politiquement insoutenable. Or le paradoxe du moment populiste de gauche est qu'en révélant cet écart, il n'est pas parvenu à le résorber durablement.

Faute d'ancrage institutionnel, de relais sociaux stabilisés et de compromis recomposés, les expériences issues de cette séquence se sont soit normalisées, soit fragmentées, soit épuisées. Dans le même temps, l'extrême droite a opéré un mouvement inverse. Longtemps étrangère à la tradition populiste originelle, elle en a progressivement capté les formes, les affects et les ressorts discursifs, en les détachant de leur contenu égalitaire.

Arthur Borriello insiste sur un point décisif : l'assimilation systématique du populisme à l'extrême droite est historiquement fautive, mais elle est devenue politiquement performative. À force d'abandonner le terrain de la conflictualité populaire, la gauche a laissé à ses adversaires la possibilité d'en fixer les termes. Le populisme de droite n'est pas l'héritier naturel du populisme, mais le produit d'un vide stratégique, laissé par l'effondrement des médiations progressistes.

Dès lors, une conclusion s'impose : le populisme n'est plus aujourd'hui un outil politiquement disponible pour la gauche, du moins pas dans les mêmes conditions. Non parce qu'il serait intrinsèquement vicié, mais parce qu'il a été redéfini dans l'espace public comme un registre désormais hégémonisé par la droite radicale. Continuer à s'y référer sans tenir compte de cette capture symbolique revient à ignorer les rapports de force réels.

Au-delà du populisme, réencaster la démocratie sociale

Arthur Borriello ne propose pas, à proprement parler, une boussole stratégique pour la gauche dans son ouvrage. Néanmoins, nous pourrions profiter de cette lecture pour suggérer une ligne doctrinale dans laquelle *Populisme. Le mal nommé* ne s'aventure pas. Si le populisme n'est « ni poison ni panacée », mais un « moment de la démocratie », nous devons alors inviter la gauche à déplacer radicalement la question stratégique. L'enjeu n'est plus de savoir s'il faut ou non ressusciter une grammaire aujourd'hui épuisée, mais de comprendre pourquoi les conditions sociales et institutionnelles qui avaient rendu ce moment nécessaire ont disparu, et ce qu'il

convient de reconstruire pour ne pas le regretter indéfiniment.

La conclusion qui s'impose est nette : la sortie de crise démocratique ne passera pas par la réactivation d'un populisme de gauche désormais indisponible, mais par une repolitisation structurée du clivage central qui oppose travail et capital. Là où le populisme a souvent substitué une opposition morale et indifférenciée entre « le peuple » et « les élites », la refondation d'une démocratie sociale suppose de nommer à nouveau les rapports sociaux, d'identifier les asymétries de pouvoir dans l'économie et de redonner une centralité politique à la question de la production, de la répartition de la valeur et des conditions concrètes du travail.

Ce déplacement est décisif. Le clivage travail-capital constitue le socle structurant sans lequel aucune conflictualité démocratique ne peut être durablement organisée. En l'abandonnant, la gauche a contribué à désarticuler les colères sociales, les rendant disponibles pour des traductions identitaires ou culturelles que la droite radicale a su capter. L'extrême droite prospère précisément dans cet interstice : là où le conflit social n'est plus politiquement formulé, il est remplacé par une opposition floue, émotionnelle, souvent stérile.

Réactiver ce clivage implique cependant plus qu'un retour rhétorique. Cela suppose de réencastrer l'économie dans le politique, selon l'intuition fondatrice de Karl Polanyi¹. La crise démocratique contemporaine est indissociable d'un capitalisme désencastré, qui a progressivement soustrait l'organisation du travail, de la finance et de la production à la délibération collective. La marchandisation du travail sans contrepoids politique engendre mécaniquement des réactions de protection. Le populisme contemporain s'inscrit pleinement dans ce « double mouvement » : il est à la fois la réaction à la domination du marché et la preuve de l'incapacité des forces progressistes à instituer durablement cette protection.

Mais réencastrer l'économie ne signifie pas seulement renforcer l'État ou produire de nouvelles normes. Cela suppose aussi de retisser des solidarités concrètes, vécues, au cœur même du monde du travail et des institutions de soin. Une démocratie économique vivante repose sur des relations de réciprocité, de coopération et de reconnaissance, et non sur la seule redistribution abstraite. Ces « solidarités chaudes » donnent chair au clivage travail-capital en le reliant à des expériences quotidiennes de dépendance mutuelle, de dignité et de justice.

Le travail et la santé apparaissent ici comme des lieux stratégiques de l'économie civile. Ce sont des espaces où le conflit entre logiques de valorisation du capital et exigences humaines est particulièrement visible : intensification du travail, perte de sens, épuisement professionnel, rationalisation managériale du soin. Retisser des solidarités dans ces secteurs, c'est repolitiser à

partir du vécu, et non à partir d'un récit abstrait. Là où le populisme promet une réparation symbolique, cette démarche vise une transformation institutionnelle.

Cette reconstruction ne peut toutefois ignorer la question de la souveraineté. Borriello montre combien le populisme prospère dans les interstices laissés par la défaillance des médiations démocratiques ; or la capacité à fixer des règles communes fait partie intégrante du rapport entre travail et capital. Une démocratie sociale crédible doit être en mesure d'articuler protection du travail, justice sociale et régulation assumée des flux migratoires, non sur un mode défensif ou identitaire, mais comme condition de la soutenabilité des solidarités et de l'égalité réelle. Refuser ce débat, c'est laisser à la droite radicale le monopole d'une parole de protection, détachée de toute perspective émancipatrice.

En définitive, *Populisme. Le mal nommé* agit comme une mise en demeure adressée à la gauche contemporaine. La démocratie ne se sauvera ni par l'excommunication morale du peuple, ni par la fétichisation de sa colère, ni par la reconduction d'un populisme désormais capturé par d'autres. Elle se reconstruira par la réinstitution de la démocratie sociale, par le réencastrement du marché dans le politique et par la renaissance de solidarités concrètes capables de transformer les antagonismes en compromis durables.

À défaut de ce travail, le populisme continuera de prospérer – non comme promesse démocratique, mais comme langage de substitution d'un conflit social abandonné, exploité par ceux qui savent le nommer sans jamais le résoudre.

1. Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1944.